

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1888-1889.

Tableau des projets et des propositions de loi dont la Chambre est saisie.

I. — PROJETS DE LOI DONT LES RAPPORTS SONT FAITS.

1. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE. Proposition faite par M. Funck, le 16 novembre 1870 (n° 14). Rapport de M. de Haerne, du 31 janvier 1872 (n° 58).
2. Revision du CODE DE COMMERCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 22 novembre 1870 (n° 14). Amendements du Gouvernement au titre VII, livre 1^{er}, présentés le 2 mai 1876 (n° 175). — Rapport de M. Dupont, du 5 mai 1880 (n° 175). Tableau comparatif du projet primitif, des amendements de la commission, des dernières propositions du Gouvernement, des amendements adoptés par la Chambre aux articles 1 à 7 et des amendements proposés aux articles 8 et suivants du projet de loi (n° 44 de 1884-1885).
3. TRADUCTION FLAMANDE DES ANNALES PARLEMENTAIRES. Proposition faite par M. Bara, le 31 janvier 1872 (n° 54). Rapport de M. Kervyn de Lettenhove, du 21 décembre 1872 (n° 79).
4. RANG ET MODE DE RECRUTEMENT ET D'AVANCEMENT des officiers du corps de l'intendance militaire et du service administratif de l'armée. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 6). Rapport de M. Léon Visart, du 12 décembre 1872 (n° 61).
5. Sommes versées à la CAISSE DE REMPLACEMENT. Proposition faite par quatre Représentants, le 8 décembre 1875 (n° 40). Rapport de M. Woeste, du 26 avril 1876 (n° 167).
6. MODIFICATIONS au paragraphe 4 de l'article 78 de la LOI COMMUNALE. Proposition faite par M. Lelièvre, le 14 mars 1876 (n° 125). Rapport de M. Julliot, du 19 juin 1879 (n° 176).
7. MODIFICATIONS à la loi du 25 ventôse an XI, sur le NOTARIAT. Projet transmis par le Sénat, le 21 mars 1876 (n° 151). Rapport de M. Drubbel, du 5 juillet 1877 (n° 212) (1).

(1) Un amendement (n° 66, session de 1877-1878) a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 7 février 1878.

8. 1° TAXE SUR LES CHEVAUX, en abolissant l'impôt des chevaux mixtes. Proposition faite par M. Amédée Visart, le 8 août 1878 (n° 18) ; — 2° TAXE SUR LES CHEVAUX EMPLOYÉS A L'AGRICULTURE. Proposition faite par M. Thibaut, le 25 mai 1879 (n° 152). Rapport (sur les deux propositions) de M. D'Elhoungne (n° 179 de 1878-1879) (¹).
9. CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Projets présentés par le Gouvernement, les 8 mars et 24 juillet 1879, 1° livres I et II (n° 88) ; — 2° livre III (n° 258).
- A. Titre 1^{er}, livre 1^{er} (projet de loi amendé par le Sénat, n° 102, session de 1886-1887).
- B. Titres II, III et IV, livre 1^{er} (projet de loi soumis au second vote, n° 75, session de 1886-1887) (²).
- C. Rapports de M. Thonissen :
- 1° Du 17 février 1880, sur le chap. 1^{er}, titre II, livre 1^{er} (n° 78) ;
 2° Du 1^{er} décembre 1881, sur les chapitres II et III, livre 1^{er} (n° 51) ;
 3° Du 2 mars 1882, sur le chapitre IV, titre II, livre 1^{er} (n° 122) ;
 4° Du 24 mars 1882, sur le chapitre V, titre II, livre 1^{er} (n° 154) ;
 5° Du 20 avril 1882, sur le chapitre VI, titre II, livre 1^{er} (n° 181) ;
 6° Du 15 novembre 1882, sur le titre III, livre 1^{er} (n° 5) ;
 7° Du 21 février 1883, sur le titre IV, livre 1^{er} (n° 98) ;
 8° Du 29 mai 1883, sur le titre 1^{er}, livre II (n° 171) ;
 9° Du 20 novembre 1883, sur le titre II, livre II (n° 5) ;
 10° Du 14 décembre 1883, sur le titre III, livre II (n° 50) ;
 11° Du 14 décembre 1883, sur le titre IV, livre II (n° 51) ;
 12° Du 50 janvier 1884, sur le titre V, livre II (n° 74) ;
 13° Sur le titre 1^{er}, livre III, session de 1880-1881 (n° 119) ;
 14° Du 28 février 1884, sur le titre II, livre III (n° 101) ;
 15° Du 28 février 1884, sur le titre III, livre III (n° 102) ;
 16° Du 14 mars 1884, sur le titre IV, livre III (n° 116) ;
 17° Du 14 mars 1884, sur le titre V, livre III (n° 117) ;
 18° Du 14 mars 1884, sur le titre VI, livre III (n° 118) ;
 19° Du 14 mars 1884, sur le titre VII, livre III (n° 119) ;
 20° Du 8 mai 1884, sur le titre VIII, livre III (n° 180) ;
 21° Du 8 mai 1884, sur le titre IX, livre III (n° 181) ;
 22° Du 8 mai 1884, sur le titre X, livre III (n° 182).
10. Périmètre de protection des EAUX DE SPA. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 avril 1880 (n° 150). Rapport de M. Mallar, du 23 mars 1888 (n° 112).

(¹) Dans la séance du 4 juillet 1879, ces propositions ont été ajournées.

(²) Les articles 1 à 42 du livre II ont été votés en première lecture, à l'exception des articles 4, 20, 21, 22, 43 qui ont été renvoyés à la commission et des articles 24, 25, 52, 53, 56 qui ont été réservés. Des amendements, n° 85 et 86 (session de 1886-1887) ont été renvoyés à la commission.

11. PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES. Proposition faite par la section centrale du budget des dotations pour l'exercice 1881 (n° 38 du 25 décembre 1880). Rapport de M. Olin, du 14 juillet 1881 (n° 208).
12. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE DANS LES LIMITES CONSTITUTIONNELLES (*bases nouvelles pour l'assiette de la contribution personnelle*). Partie de la proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 56). Rapport de M. Woeste, du 30 mars 1882 (n° 165).
13. MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES. Propositions faites les 30 juin, 1^{er} et 13 juillet 1881 (n° 174, 178 et 207). Rapport de M. De Vigne, du 20 juillet 1883 (n° 210) (1).
14. ABROGATION des articles 75 à 75 de la loi du 21 avril 1810 sur les MINES. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 décembre 1881 (n° 57). Rapport de M. Pirmez, du 23 avril 1883 (n° 120).
15. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE dans les limites constitutionnelles. Proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 56). Rapport de M. Woeste, du 30 mars 1882 (n° 165), sur les articles ayant pour objet l'extension du suffrage.
16. CRÉDITS SPÉCIAUX pour l'exécution de TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. § 5^o de l'article 1^{er} du projet présenté par le Gouvernement, le 18 avril 1882 (n° 176) (2). Rapport de M. Scailquin, du 6 mai 1882 (n° 218).
17. MODIFICATIONS DES ARTICLES 16 ET 17 DE LA LOI DU 23 MARS 1876. Proposition faite par cinq Représentants, le 24 janvier 1883 (n° 76). Rapport de M. Hanssens, du 5 avril 1883 (n° 125) (3).
18. IMPOT SUR LE REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 30 mai 1883 (n° 176). Rapport de M. T'Serstevens, du 31 juillet 1883 (n° 227) (4).
19. INSTRUCTION OBLIGATOIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 3 juillet 1883 (n° 197). Rapport de M. Wagoner, du 23 mars 1884 (n° 139).
20. Anonymat pour la SOCIÉTÉ DES GALERIES SAINT-HUBERT. Projet présenté par le Gouvernement, le 31 juillet 1883 (n° 229) (5). Rapport de M. Buls, du 1^{er} août 1883 (n° 252).

(1) Dans la séance du 14 août 1883, la disposition d'un article 4, proposée par M. Janson, le 10 août précédent (n° 262), lors de la discussion du projet de réforme électorale pour la province et la commune, a été ajournée et renvoyée à une discussion portant sur les mesures générales à prendre pour toutes les élections.

(2) Dans la séance du 12 mai 1882, la discussion du crédit concernant le paragraphe 5^o a été ajournée.

(3) Dans la séance du 25 juin 1883, la discussion de cette proposition de loi a été ajournée.

(4) L'article 1^{er} amendé et la disposition rejetée du n° 1^o de l'article 2 doivent être soumis à un second vote.

(5) Un amendement présenté par M. le Ministre des Finances, le 30 novembre 1883 (n° 37), a été renvoyé à la commission qui est composée de MM. PIRMEZ, BULS, VANDENPEERBOOM, DE VIGNE, THONISSEN.

21. RÉORGANISATION DU CORPS D'ÉTAT-MAJOR. Projet présenté par le Gouvernement le 20 février 1884 (n° 94). Rapport de M. Thonissen, du 9 mai 1884 (n° 186).
22. DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES de la loi du 17 août 1873, sur l'EMPLOI DES LANGUES EN MATIÈRE RÉPRESSIVE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 4 mars 1884 (n° 108). Rapport de M. Hanssens, du 28 janvier 1886 (n° 82).
23. Transfert à Visé du CHEF-LIEU DU CANTON DE JUSTICE DE PAIX DE DAELHEM. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 mars 1884 (n° 129). Rapport de M. Bouvier, du 14 mai 1884 (n° 216).
24. MODIFICATIONS à la loi du 17 août 1873, sur l'EMPLOI DE LA LANGUE FLAMANDE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 7 mai 1884 (n° 176). Rapport de M. Stroobant, du 10 décembre 1885 (n° 58).
25. POLICE DE LA PROSTITUTION. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1884 (n° 250). Rapport de M. Fris, du 8 juin 1887 (n° 215).
26. ARRANGEMENT conclu, le 14 mai 1884, avec la France, pour régler l'ALIMENTATION DU CANAL DE L'ESPIERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 février 1885 (n° 67). Rapport de M. Tack, du 12 mai 1886 (n° 200).
27. REVISION DU TARIF DOUANIER en ce qui concerne LES FILS ET LES TISSUS DE COTON ET LES FILS DE LAINE. Projet présenté par le Gouvernement, le 29 juillet 1885 (n° 209). Rapport de M. Tack, du 7 août 1885 (n° 222).
28. PORT DES ARMES DE CHASSE ET DES ARMES DE GUERRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 avril 1886 (n° 150). Rapport de M. Nothomb, du 13 mai 1886 (n° 201).
29. COLLATION DES GRADES ACADÉMIQUES ET PROGRAMME DES EXAMENS UNIVERSITAIRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 10 décembre 1886 (n° 42). Rapport de M. Delcour, du 15 décembre 1887 (n° 45).
30. MODIFICATION DU DROIT D'ENREGISTREMENT DES ACTES DE NATURALISATION. Proposition de M. Jamme présentée le 50 juin 1887 (n° 248). Rapport de M. Houzeau de Lahaie du 17 février 1888 (n° 94).
31. ENREGISTREMENT AU DROIT FIXE PROVISOIRE DE FR. 2-30 DES ACTES SOUS SEING PRIVÉ PASSIBLES D'UN DROIT PROPORTIONNEL SUPÉRIEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 novembre 1887 (n° 5). Rapport de M. Eeman, du 9 février 1888 (n° 88).
32. MODIFICATIONS AUX DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 décembre 1887 (n° 62). Rapport de M. de Borchgrave, du 27 avril 1888 (n° 171), amendements de M. Frère-Orban, du 9 mai 1888 (n° 195) (1).

(1) Ces amendements ont été renvoyés à la section centrale, dans la séance du 9 mai 1888.

33. MODIFICATIONS AUX MINIMUMS D'ENTRÉE ET DE SORTIE DES VINS, EN CE QUI CONCERNE LES ENTREPOTS PUBLICS. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 mars 1888 (n° 108). Rapport de M. de Merode, du 17 mai 1888 (n° 205).
34. RÉGLEMENTATION DES FORMALITÉS DES EXPLOITS A SIGNIFIER A DES PERSONNES NON DOMICILIÉES EN BELGIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mars 1888 (n° 150). Rapport de M. Nothomb, du 8 mai 1888 (n° 186).
35. INTERDICTION DE FABRIQUER ET DISTRIBUER DES ANNONCES AYANT DES APPARENANCES DE TITRES FIDUCIAIRES OU DES IMITATIONS DE TIMBRES-POSTE. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mars 1888 (n° 151). Rapport de M. Delebecque, du 8 mai 1888 (n° 187).
36. RÉDUCTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT SUR LES ACTES DE PRESTATION DE SERMENT. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 mars 1888 (n° 156). Rapport de M. Begerem, du 4 mai 1888 (n° 181).
37. REVISION DES RÈGLEMENTS COMMUNAUX ÉTABLISSANT DES DROITS D'ABATTOIR ET DES TAXES D'EXPERTISE. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 10 avril 1888 (n° 141). Rapport de M. de Borchgrave, du 11 mai 1888 (n° 197).
38. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 16 AOUT 1887 RELATIVE AU PAIEMENT DES SALAIRES DES OUVRIERS. Proposition faite par plusieurs Représentants, le 11 mai 1888 (n° 194). Rapport de M. Nothomb, du 17 mai 1888 (n° 202).

II. — PROJETS EN SECTION CENTRALE.

1. MODIFICATIONS aux articles 75, 76, 77, 155, 158, 156 et 157 DE LA LOI COMMUNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 décembre 1870 (n° 57) (1).
2. DROIT DE SUCCESSION sur les immeubles situés en pays étranger. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 1^{er} juin 1874 (n° 155) (2).
3. MODIFICATIONS AUX ATTRIBUTIONS DES DÉPUTATIONS PERMANENTES DES CONSEILS PROVINCIAUX. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 5 mars 1874 (n° 105) (3).
4. RACCORDEMENTS INDUSTRIELS PAR CHEMINS DE FER. Seconde partie du projet présenté par le Gouvernement, le 21 avril 1875 (n° 141) (4).

(1) Section centrale : MM. VANDER DONCKT, VAN ISEGHEM, SMOLDERS, DE CLERCQ, SANTRIN, KERVYN DE LETTENHOVE.

(2) Section centrale : MM. THONISSEN, NOTHOMB, DE MACAR, WILLEQUET, COREMANS, DUPONT.

(3) Section centrale : MM. PETY DE THOZEE, SMOLDERS, DELCOUR, PIHNEZ, CRONBEZ, DE LEXHY.

(4) Section centrale : MM. LEFEBVRE, DE MACAR, THONISSEN, NOTHOMB, WILLEQUET, CUVELIER.
— Rapport de M. NOTHOMB, session de 1876-1877 (n° 198). Dans la séance du 4 juillet 1877, le projet a été renvoyé à la section centrale.

5. EXEMPTION D'ENREGISTREMENT pour les actions et les obligations de sociétés établies en Belgique. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 décembre 1875 (n° 36) (1).
6. MODIFICATIONS à la loi du 8 mai 1848, sur la GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 mars 1876 (n° 127) (2).
7. EMPLOIS RÉSERVÉS AUX SOUS-OFFICIERS, dans les administrations civiles de l'État. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 avril 1876 (n° 163) (3).
8. DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MODÈLES ET DESSINS DE FABRIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 12) (4).
9. TITRES AU PORTEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 19 décembre 1876 (n° 33) (5).
10. TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Proposition faite par cinq Représentants, le 22 mai 1877 (n° 137) (6).
11. ABOLITION DE LA PATENTE DES MÉDECINS, chirurgiens, accoucheurs. Proposition faite par MM. Woeste et de Lohaye, le 14 décembre 1877 (n° 38) (7).
12. SUPPRESSION DE TOUT TRAITEMENT POUR CAUSE DE CONDAMNATION. Proposition faite par M. Frère-Orban, le 29 janvier 1878 (n° 60) (8).
13. MODIFICATION DE L'ARTICLE 900 DU CODE CIVIL. Proposition faite par M. Kervyn de Lettenhove, le 3 février 1878 (n° 63) (9).
14. Revision du CODE ÉLECTORAL. Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1878 (n° 90) (10).

(1) Section centrale : MM. DE WAEL, LE HARDY DE BEAULIEU, VAN HOORDE, BIEBUYCK, SMOLDERS, DENEUR.

(2) Section centrale : MM. NOTHOMB, BOCKSTAEL, WOESTE, DELCOUR, JAMME.

(3) Section centrale : MM. PATERNOSTER, NOTHOMB, LÉON VISART, VAN HOORDE, TH. JANSSENS, VAN WAMBEKE.

(4) Section centrale : MM. MAGHERMAN, DE HEMPTINNE, TH. JANSSENS, DE LAET, PARMENTIER, VERBRUGGHE.

(5) Section centrale : MM. LOSLEYER, MAGHERMAN, NEEF-ORBAN, SIMONS, VAN CLEEMPUTTE, WOESTE.

(6) Section centrale : MM. JULIEN WANNANT, REYNAERT, KERVYN DE LETTENHOVE, DE BULLET, NOTHOMB, BULS.

(7) Section centrale : MM. WOESTE, LÉON VISART, MASCART, DE MOREAU, VAN DEN STEEN, VAN WAMBEKE.

(8) Section centrale : MM. THONISSEN, VANDENPEEREBOOM, DUPONT, FÉRON, JACOBS, WOESTE.

(9) Section centrale : MM. WASSEIGE, THONISSEN, JULLIOT, KERVYN DE LETTENHOVE, WOESTE, SMOLDERS.

(10) Section centrale : MM. DE MOREAU, ALEXANDRE JAMAR, PIRMEZ, KERVYN DE LETTENHOVE, DE HAERNE, SMOLDERS.

Les titres III et IV ont été adoptés par la Chambre, le 9 mai 1878.

- 15 CRÉDIT supplémentaire au MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour les expositions nationales. Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 10 août 1880 (n° 16) (1).
16. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LA HAUSSE OU LA BAISSÉ, par des moyens frauduleux, des effets publics ou AUTRES TITRES NÉGOCIABLES. Amendement de M. Pirmez, présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans (2).
17. DISPOSITION PÉNALE CONTRE L'ÉMISSION AU-DESSUS DU PAIR, par voie de souscription publique, DES ACTIONS DE SOCIÉTÉS, pendant les trois premières années de leur existence. Article présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), par M. Malou, dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans (3).
18. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LES ÉVALUATIONS FRAUDULEUSES pour la formation du BILAN de sociétés. Article présenté, le 7 décembre 1881 (n° 44), par M. De Becker, dans la discussion du projet sur les faux dans les bilans (4).
19. PENSION à la dame Asselberghs, VEUVE LOUIS DEFRE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 22 mars 1882 (n° 148) (5).
20. ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DES LOIS COMMUNALE ET PROVINCIALE. Proposition faite par cinq Représentants, le 15 mars 1883 (n° 116) (6).
21. EXEMPTION DES IMPOSITIONS PROVINCIALES ET COMMUNALES en faveur des biens affectés à un service d'utilité publique. — Exigibilité et perception des impositions communales. Projet présenté par le Gouvernement, le 27 novembre 1883 (n° 17) (7).
22. CRÉDIT spécial pour rembourser les frais extraordinaires des FUNÉRAILLES DE CONSCIENCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1883 (n° 18) (8).
23. INDEMNITÉ AUX VICTIMES DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 20 février 1884 (n° 93) (9).

(1) Section centrale : MM. DENEUR, D'ANDRIMONT, GOBLET D'ALVIELLA, JOTTRAND, PATRICKSTER, FÉRON.

Un crédit provisoire de 1,700,000 francs, proposé par la section centrale (rapport de M. JOTTRAND, du 13 août 1880, n° 28), a été adopté dans la séance du 17 août 1880.

(2) Cet amendement a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCALQUIN, REYNAERT, DANKAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(3) Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCALQUIN, REYNAERT, DANKAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(4) Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCALQUIN, REYNAERT, DANKAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(5) Section centrale : MM. GOBLET D'ALVIELLA, DURIEU, LUCQ, FÉRON, BOUVIER, SCALQUIN.

(6) Section centrale : MM. FÉRON, WOESTE, DE LANTSHELE, JAMME, MAGIS, JANSON.

(7) Section centrale : MM. DE SMET DE NAEYER, BULS, SABATIER, COREMANS, MÉLOT, REYNAERT.

(8) Section centrale : MM. MAGIS, LESCARTS, CALLIER, SCALQUIN, NOTHOMB, MEYERS.

(9) Section centrale : MM. TESCH, NLUJEAN, BOCKSTAEL, CALLIER, PIRMEZ, THONISSEN.

24. **MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES.** Article 3 du projet présenté par le Gouvernement, le 14 mars 1884 (n° 122), et amendements de plusieurs Représentants, présentés les 9 et 10 avril 1884 (n° 160 et 164) (1).
25. **ABROGATION** des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les **RANGS ET PRÉSÉANCES DES MINISTRES DU CULTE CATHOLIQUE** et les honneurs à leur rendre. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 7 mai 1884 (n° 173) (2).
26. **ABROGATION** des dispositions du décret du 24 messidor an XII, concernant les **CÉRÉMONIES RELIGIEUSES ET INTERDICTION DE LA PARTICIPATION DE L'ARMÉE AUX CÉRÉMONIES DES CULTES.** Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 mai 1884 (n° 179) (3).
27. **MODIFICATION AUX LOIS DES 24 MAI 1838 ET 21 JUILLET 1844 SUR LES PENSIONS CIVILES ET ECCLÉSIASTIQUES.** Projet présenté par le Gouvernement, le 18 janvier 1887 (n° 68). Amendement du Gouvernement, du 15 février 1887 (n° 93) (4).
28. **RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS.** Projet présenté par le Gouvernement, le 17 juin 1887 (n° 254) (5).
29. **INTERDICTION D'ACCOSTER UN NAVIRE OU DE SE TROUVER A BORD D'UN NAVIRE, SANS ORDRE DE L'AUTORITÉ OU SANS AUTORISATION DU CAPITAINE.** Projet présenté par le Gouvernement, le 15 décembre 1887 (n° 44) (6).
30. **APPLICATION AUX ÉLECTIONS DES DIFFÉRENTS DEGRÉS DES PRINCIPES DE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE.** Proposition faite par plusieurs Représentants, le 24 janvier 1888 (n° 78). Articles de la proposition de loi, le 17 janvier 1888 (n° 69) (7).
31. **RÉGLEMENTATION DE LA VENTE DES MÉDICAMENTS PAR LES MÉDECINS.** Projet présenté par le Gouvernement, le 1 mars 1888 (n° 103) (8).
32. **SUPPRESSION DES ÉMOLUMENTS DES JUGES DE PAIX ET DES GREFFIERS.** Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mars 1888 (n° 127) (9).

(1) Dans la séance du 10 avril 1884, l'article et les amendements ont été renvoyés à la section centrale, qui est composée de MM. DE VIGNE, FÉRON, GOBLET D'ALVIELLA, MACHERMAN, MALOU, JACOBS.

(2) Section centrale : MM. DENEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

(3) Section centrale : MM. DENEUR, JANSON, DE MACAR, DE VIGNE, NEUJEAN, GOBLET D'ALVIELLA.

(4) Section centrale : MM. DE MERODE, DELEBECQUE, CARBON, D'ANDRIMONT, ANSPACH-PUISSANT, SNOY.

(5) Section centrale : MM. DE MERODE, SABATIER, CARLIER, DE MACAR, JANSSENS, VAN CLEEMPUTTE.

(6) Section centrale : MM. DE WINTER, DE BURLET, DE STUERS, GUYOT, DELEBECQUE, DE DECKEN.

(7) Section centrale : MM. EEMAN, D'OUTREMONT, BEGEREM, DE LIEDEKERKE, PIRMEZ, DE BRUYN.

(8) Section centrale : MM. JACOBS, BEGLEREM, JANSSENS, FRIS, WOESTE, GUYOT.

(9) Section centrale : MM. BILAUT, CARLIER, GUILLERY, DE SADELEER, RAEPSAET, NOTHOMB.

53. AUTORISATION DE POURSUITES D'OFFICE EN CAS DE CALOMNIE, DE DIFFAMATION OU D'INJURE ENVERS LES MEMBRES DES FAMILLES DES SOUVERAINS ET CHEFS DE GOUVERNEMENT ÉTRANGERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 128) (¹).
54. EXTENSION DES BÉNÉFICES DE LA PROCÉDURE GRATUITE A LA JURIDICTION COMMERCIALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 mars 1888 (n° 129) (²).
55. ASSISTANCE PUBLIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 mars 1888 (n° 158) (³).
56. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 9 DU CODE CIVIL ET A L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 6 AOUT 1881 SUR LA NATURALISATION. Projet transmis par le Sénat, le 4 mai 1888 (n° 180) (⁴).

III. — PROJETS RENVOYÉS AUX SECTIONS.

1. ORGANISATION DE LA RÉSERVE DE L'ARMÉE. Projet présenté par le Gouvernement, le 20 février 1884 (n° 95). Sections du mois de février 1884.
2. SERMENT EN JUSTICE. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 8 avril 1884 (n° 154). Sections du mois d'avril 1884.
3. ABROGATION DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI DU 1^{er} JUIN 1850 ET DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 4 DE LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1879. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 14 mai 1884 (n° 214). Sections du mois de mai 1884.
4. RÉORGANISATION DES TRAITEMENTS DE LA MAGISTRATURE ; suppression des émoluments accordés aux juges de paix et aux greffiers. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 mai 1884 (n° 229). Sections du mois de mai 1884.
5. BUDGET DES VOIES ET MOYENS, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, I). Sections du mois de février 1888.
6. BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, II). Sections du mois de février 1888.
7. BUDGET DES DOTATIONS, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, III). Sections du mois de février 1888.
8. BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, IV). Sections du mois de février 1888.

(¹) Section centrale : MM. BILAUT, BEGEREM, DELEBECQUE, MEYERS, WOESTE, NOTHOMB.

(²) Section centrale : MM. MERJAY, DOHET, DE BORCHGRAVE, DE SADELEER, VERCRUISSE, NOTHOMB.

(³) Section centrale : MM. DE BRUYN, JULIEN WANNANT, THIENPONT, DE SADELEER, WOESTE, AMÉDÉE VISART.

(⁴) Section centrale : MM. BILAUT, WOESTE, REMAN, NOËL, DOUCET, ANSPACH-PUISSANT.

9. BUDGET DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, V). Sections du mois de février 1888.
10. BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, VI). Sections du mois de février 1888.
11. BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'INDUSTRIE ET DES TRAVAUX PUBLICS, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, VII). Sections du mois de février 1888.
12. BUDGET DU MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, VIII). Sections du mois de février 1888.
13. BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, IX). Sections du mois de février 1888.
14. BUDGET DU CORPS DE LA GENDARMERIE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, X). Sections du mois de février 1888.
15. BUDGET DU MINISTÈRE DES FINANCES, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, XI). Sections du mois de février 1888.
16. BUDGET DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, XII). Sections du mois de février 1888.
17. BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE, pour l'exercice 1889. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 février 1888 (n° 100, XIII). Sections du mois de février 1888.
18. HABITATIONS OUVRIÈRES ET INSTITUTION DES COMITÉS DE PATRONAGE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 mars 1888 (n° 157). Sections du mois de mars 1888.
19. RÉPRESSION DES CONTRAVENTIONS A LA CONVENTION DU 16 NOVEMBRE 1887, CONCERNANT LE TRAFIC DES SPIRITUEUX DANS LA MER DU NORD. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 mai 1888 (n° 191). Sections du mois de mai 1888.
20. ASSIMILATION AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS, DE L'ASSOCIATION DE LA CROIX ROUGE DE BELGIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 9 mai 1888 (n° 192). Sections du mois de mai 1888.
21. MODIFICATIONS A L'ARTICLE 7 DE LA LOI DU 20 AVRIL 1874 SUR LA DÉTENTION PRÉVENTIVE. Projet présenté par le Gouvernement, le 11 mai 1888 (n° 195). Sections du mois de mai 1888.
22. DÉCLARATION CONCLUE LE 7-12 AVRIL 1888, ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG, AU SUJET DE L'ARTICLE 56 DE LA CONVENTION DES LIMITES DU 7 AOUT 1843. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 mai 1888 (n° 207). Sections du mois de mai 1888.

IV. — PROJETS RENVOYÉS A DES COMMISSIONS.

1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 472 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Proposition faite par MM. Lelièvre et De Baets, le 16 avril 1872 (n° 142) (1).
2. MODIFICATION à la loi du 20 décembre 1860, relative à la création de MONNAIES DE NICKEL. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 16) (2).
3. DISPOSITIONS ADDITIONNELLES A L'ARTICLE 507 DU CODE PÉNAL. Proposition faite par M. Lelièvre, le 4 mars 1875 (n° 105) (3).
4. Revision du CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Livres I à III. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 15) (4).
5. AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES MINISTRES. Proposition faite par des sections centrales examinant des budgets pour l'exercice 1881 (5).
6. Rectification des LIMITES SÉPARATIVES de *Baileux* et de *Cul-des-Sarts*. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1883 (n° 219) (6).
7. ÉRECTION DE LA COMMUNE DE TEN-EEDE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1883 (n° 220) (7).
8. Revision du CODE CIVIL. Titre préliminaire et titres I à VI du livre I^{er}. Projet présenté par le Gouvernement, le 17 novembre 1887 (n° 13) (8).
9. REVISION DE LA LOI DU 12 JUIN 1816 RÉGLEMENTANT LES ALIÉNATIONS, LIQUIDATIONS ET PARTAGES DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mars 1888 (n° 123) (9).
10. RÉDUCTION DES DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT RELATIFS AUX ACTES D'ALIÉNATIONS DE BIENS DES INCAPABLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 mars 1888 (n° 124) (10).

(1) Commission spéciale : MM. THONISSEN, ORTS, CROYT, PIRMEZ, TESCH.

(2) Commission spéciale : MM. THONISSEN, PIRMEZ, VERWILGHEN, MALOU, JACOBS.

(3) Commission spéciale : MM. JACOBS, PIRMEZ, DRUBBEL, GUILLERY, THONISSEN.

(4) Commission spéciale : MM. THONISSEN, D'ELHOUNGNE, JACOBS, JANSON, GUILLERY, REYNAERT, DUPONT.

Un rapport sur les titres I et II du livre I^{er} a été fait par M. THONISSEN, le 21 février 1877 (n° 89).

Dans la séance du 19 juin 1879, le projet concernant ces deux titres a été renvoyé à la commission.

(5) Commission spéciale : MM. DESCAMPS, THONISSEN, DE BECKER, DE LIEDEKERKE, DE ZEREZO DE TEJADA, VANDENPEEREBOOM, D'ELHOUNGNE, OLIN, PIRMEZ, TESCH, WASHER.

(6) Commission spéciale : MM. TOURNAY, DE CHIMAY, MINEUR, DE LORDEKERKE, T'SERSTEVENS.

(7) Commission spéciale : MM. DE BRUYN, DE VIGNE, VANDERKINDERE, TACK, MAGIS.

(8) Commission spéciale : MM. BARA, BILAUT, COLAERT, CORNESSE, DE BECKER, DELCOUR, DE LANTSHEERE, DE SADLEER, DONET, DUPONT, GUILLERY, HANSENS, JACOBS, NEUJEAN, PIRMEZ, SAINTELETTE, SIMONS, TESCH, THONISSEN, VAN CLEEMPUTTE, WOESTE.

(9) Commission spéciale : MM. DELCOUR, GUILLERY, PIRMEZ, RAEPSAET, SIMONS.

(10) Commission spéciale : MM. DELCOUR, GUILLERY, PIRMEZ, RAEPSAET, SIMONS.

11. RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1888. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 avril 1888 (n° 162) (1).

V. — RAPPORTS SUR DES PÉTITIONS.

1. ENQUÊTE sur les causes de la CATASTROPHE DE FRAMERIES. Rapport de M. De Fuisseaux, du 25 juillet 1879 (n° 229).
2. UNION DOUANIÈRE entre la France et la Belgique. Rapport de M. Gillicaux, du 7 juillet 1881 (n° 186).
3. CRÉATION D'UN MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Rapport de M. Peltzer, du 15 juillet 1881 (n° 206).
4. RÉTABLISSEMENT DE DROITS SUR LE SEL. Rapport de M. Hardy, du 26 avril 1883 (n° 144).
5. DROIT DE DOUANE SUR LES FILS DE LAINE. Rapport de M. Th. Janssens, du 7 août 1883 (n° 242).
6. SITUATION D'INFÉRIORITÉ vis-à-vis des concurrents étrangers pour la RÉEXPÉDITION DE MARCHANDISES PAR LA VOIE D'ANVERS. Rapport de M. Neef, du 8 août 1883 (n° 248).
7. LIBRE ENTRÉE DES FILS DE LAINE OU ADMISSION EN FRANCHISE TEMPORAIRE. Rapport de M. Th. Janssens, du 9 mai 1884 (n° 188).
8. DROIT D'ENTRÉE ou égalité des droits d'entrée en France et en Belgique sur les CIRES DE PROVENANCE FRANÇAISE. Rapport de M. Hardy, du 9 mai 1884 (n° 191).
9. DROITS DE DOUANE SUR LES FILS ET LES TISSUS DE COTON. Rapport de M. Janssens, du 25 juin 1885 (n° 164).
10. ACHÈVEMENT DE LA CANALISATION DE LA MEUSE entre la fonderie à canons et le barrage de Hermalle-sous-Argenteau. Rapport de M. Neef-Orban, du 26 avril 1888 (n° 164).
11. ABUS AUXQUELS DONNE LIEU L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 30 JANVIER 1865. Rapport de M. Systemans, du 26 avril 1888 (n° 165).
12. ÉTABLISSEMENT DE DROITS D'ENTRÉE SUR LES LINS ET LES FILS DE LIN. Rapport de M. Meeus, du 26 avril 1888 (n° 166).
13. SUPPRESSION DU DROIT D'ENTRÉE DU BÉTAIL DANS LES ABATTOIRS. Rapport de M. Gillicaux, du 26 avril 1888 (n° 167).
14. MODIFICATION A LA LOI DU 1^{er} JUILLET 1887, ÉTABLISSANT DES DROITS D'ENTRÉE SUR LES BESTIAUX ET LES VIANDES. Rapport de M. Dumont, du 17 mai 1888 (n° 205).

(1) Commission des Finances.

15. FAUSIFICATION DES FARINES ET AUTRES DENRÉES ALIMENTAIRES. Rapport de M. Dumont, du 17 mai 1888 (n° 204).
16. RAPPORTS DE PÉTITIONS : Feuilletons n° 6 (n° 199) et n° 7 (n° 209).

VI. — QUESTIONS SOUMISES A UNE COMMISSION SPÉCIALE.

1. ARTICLE 90 NOUVEAU DU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE. Proposition faite par la commission, le 2 décembre 1874 (n° 54) (1).
2. MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE : *Des sections et des commissions*; proposition faite par M. Houzeau de Lehaie; *des délibérations de la Chambre sur les projets ou propositions de loi*; propositions faites par la commission spéciale; *de la commission de comptabilité*; *des pouvoirs des questeurs*; propositions faites en séance du comité secret du 30 novembre 1887. Rapport de M. Pirmez, du 15 avril 1888 (n° 148) (2).

VII. — PROPOSITION DE LOI DONT LES SECTIONS ONT AUTORISÉ LA LECTURE.

ALLOCATION D'UNE SOMME DE 106,791 FRANCS, AUGMENTÉE DES INTÉRÊTS LÉGAUX Y AFFÉRENTS, A M. J. BURNAY, CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES, A LIÈGE. Proposition faite par MM. de Favereau et Julien Warnant (3).

(1) Commission : MM. DE BAILLET-LATOUR, DE LEBAYE, DUMORTIER, MONCHEUR, PIRMEZ, DE ZEREZO DE TEJADA, TESCH.

L'article 90 nouveau a été renvoyé à la commission, dans la séance du 28 avril 1875.

(2) Une nouvelle commission chargée d'examiner les modifications au règlement de la Chambre (revision des articles 49 et 64) a été nommée dans la session de 1885-1886; elle a été complétée, le 8 février 1888, de la manière suivante : MM. DE LANTSHEERE, PIRMEZ, GUILLEBY, SIMONS, THIBAUT, THONISSEN, TACK.

(3) Cette proposition de loi, dont il a été donné lecture à la séance du 11 mai 1888, doit être développée par M. de Favereau à la première séance de la session de 1888-1889.

